

# Le mépris du congrès

## Sur une invitation potentielle à la prison à porte ouverte

#Corruption

Ron DeSantis, membre du Congrès de la Floride, a présenté un scénario intéressant sur ce qui pourrait potentiellement se produire si les demandes du Congrès des États-Unis étaient ignorées à maintes reprises dans les premiers jours de janvier 2018.

Depuis que le Congrès américain a demandé l'année dernière à la justice de remettre des documents relatifs à des membres choisis du MJ et du FBI, un autre membre du Congrès, Devin Nunes, devait envoyer **une demande au sous-procureur général Rod Rosenstein le 28 décembre 2017**.

Dans cette lettre de fin 2017, Nunes se plaint que le ministère de la Justice a informé le Comité du Congrès plus tôt cette année-là que des documents demandés n'existeraient apparemment pas. Peu de temps avant la réunion du Comité avec Rosenstein en décembre 2017, toutefois, certains de ces documents ont non seulement été retrouvés par magie, mais ont également été remis personnellement par le sous-procureur général au Comité:

«Il y a plusieurs semaines, le MJ a informé le Comité que les documents d'enquête de base demandés par les assignations à comparaître, résumés des entretiens du formulaire FBI FD-302, n'existaient pas. Cependant, peu de temps avant ma réunion avec vous début décembre, le MJ a par la suite localisé et produit de nombreuses -302 concernant le dossier Steele, rendant au mieux la réponse initiale fausse. En fait, il existait non seulement des documents répondant directement aux assignations à comparaître du Comité, mais aussi des hauts responsables du DOJ et du FBI, qui étaient rapidement réassignés les rôles dans les affaires faisant l'objet de l'enquête du Comité ont été mis en lumière.»

Le 3 janvier 2018, Nunes a fixé un nouveau délai au sous-procureur général afin de lui permettre de soumettre tous les documents connexes du FBI.

Apparemment, Rosenstein est resté silencieux depuis sa dernière comparution au Congrès parce que le représentant Ron DeSantis avait donné une interview assez intéressante à Lou Dobbs le 4 janvier 2018 et dans laquelle il révélait que le Congrès pourrait être intéressé à mépriser le DOJ et le FBI pour ne pas produire les documents:



Je pense que nous irons au mépris, mais je pense que le type de mépris que nous poursuivons est important. N'oubliez pas que lorsque nous avons eu ce fonctionnaire corrompu de l'IRS, nous avons envoyé une demande de renvoi au ministère de la Justice et lui avons dit de bien vouloir la poursuivre en justice. Eh bien, devinez quoi, Eric Holder n'allait pas poursuivre en justice. Donc, si nous faisons la même chose ici et envoyons un renvoi au ministère de la Justice, devinez quoi, ils ne le poursuivront pas contre le vice-président et le directeur du FBI. Donc, je pense que ce que nous devons faire, c'est utiliser l'autorité du Congrès pour le mépris inhérent qui a été exercée pendant 175 ans. Vous devez les amener au Congrès, vous avez un vote sur l'outrage, puis vous les détenez, comme si vous étiez coupable d'outrage au tribunal. Le tribunal, le juge vous détiendrait et ils seront détenus jusqu'à ce qu'ils se conforment.

Et voici ce que je prédis: si [l'adjoint du gouverneur, directeur du FBI] était condamné à la prison de la Chambre pour outrage au Congrès, nous aurions les documents dans les 24 heures.»

Le représentant DeSantis a dévoilé une autre [lettre au président de la chambre, Paul Ryan, le 9 janvier 2018](#), dans laquelle il demande à ce que les documents du FBI concernant Peter Strzok et autres soient conservés - semble-t-il finalement convenu avec le Comité du Congrès - disponible au public.

Quelques semaines plus tard, vers le 11 avril 2018, un incident similaire se reproduit avec Rod Rosenstein. Cette fois, les problèmes sont liés à un document de deux pages qui contiendrait prétendument des informations sur la nomination du conseil spécial de Robert Mueller. Nunes [a déclaré à la presse le 10 avril 2018](#):

Je peux vous dire ceci: nous allons récupérer le document. Nous allons récupérer les deux pages. Ainsi, ils peuvent les afficher maintenant ou les choses se compliquent vraiment à partir de demain soir. prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir le document ... Je peux vous dire que nous n'allons pas simplement les tenir pour outrage [Directeur adjoint du FBI], nous aurons un plan visant à maintenir un outrage et à impeach ... absolument, nous ne déconnons pas, ils vont nous donner ce document de deux pages.»

Et cela continue avec des retards et des blocus supplémentaires du MJ. Une autre assignation à comparaître du 30 avril 2018 est totalement ignorée. Le ministère de la Justice publie **une lettre datée du 3 mai 2018 à l'intention du Congrès** et dans laquelle le procureur général adjoint explique que les documents demandés ne peuvent pas être produits en raison d'informations sensibles qu'ils contiendraient. Entre-temps, certains des documents demandés apparaissent comme par magie dans la presse. Par conséquent, les membres du Congrès préparent **une destitution du Procureur général** pour outrage au Congrès. Et peu de temps après, **les membres du Congrès ont annoncé qu'ils refusaient de continuer à rencontrer** le personnel du MJ tant que les assignations à comparaître ne seraient pas servies de manière appropriée.

Même le président américain est obligé d'intervenir et ordonne le 21 mai 2018 à la tête du FBI et du MJ de se rendre à une réunion à la Maison Blanche. Le 17 juin 2018, **Devin Nunes explique une réunion interne** avec le directeur du FBI, Wray, et le sous-procureur général du MJ, Rod Rosenstein, quelques jours plus tôt. Citation:

«Maintenant, pense à ça. Tous ces contacts. Le FBI, le plus important organisme chargé de l'application de la loi au monde, divulgue à la presse des enquêtes en cours, alors qu'il ne communique pas d'informations au Congrès ... Il s'agit maintenant d'une fuite majeure d'une réunion classifiée qui se produit également pour être faux, car ils savaient que nous manquions de temps et que nous n'avions pas le temps de lire ces documents. Mais ils ont agi de la sorte pour embarrasser le président de la Chambre ainsi que le président Gowdy et moi-même, qui ont eu accès à ces documents, mais n'ont pas eu le temps de les lire. Cela venait du sommet du ministère de la Justice.

Et voici la ligne de fond. M. Rosenstein, le procureur général adjoint, et le directeur Wray doivent décider s'ils souhaitent ou non faire partie de l'équipe de nettoyage ou s'ils veulent faire partie de l'équipe de camouflage.»

<https://www.sun24.news/fr/le-mepris-du-congres-sur-une-invitation-potentielle-a-la-prison-a-porte-ouverte.html>